



Nos valeurs : l'ouverture, la loyauté, l'engagement, l'esprit d'équipe

Incidence of social security contributions

► La question posée : quelle incidence d'un déplafonnement de cotisations sociales sur les salaires/le coût du travail ?

la hausse de cotisation

- est reportée sur les salaires qui baissent, le coût de l'ajustement est alors supporté par les salariés ou
- s'impute sur les salaires bruts qui restent inchangés, la perte est alors supportée par les entreprises

► Le résultat dépend (i) du pouvoir de négociation des salariés/des employeurs et (ii) de la perception par les salariés des cotisations employeurs :

- ◆ *Le pouvoir de négociation résulte des élasticités offre et demande ;*
- ◆ *La perception est modélisée avec un paramètre ad hoc ;*

Incidence of social security contributions

► Le papier examine trois périodes :

- ◆ **1981 – 1984** : augmentation relative de **8,7 points** de cotisations patronales au-delà de 1 PASS versus < 1 PASS dont **8,85 points** (+8 // -0,85) liées aux cotisations d'Assurance maladie ;
- ◆ **1989 – 1990** : augmentation relative de **11 points** de cotisations patronales au-delà de 1 PASS versus < 1 PASS dont **9 points** (+7 // -2) liées aux cotisations d'allocations familiales ;
- ◆ **1999 - 2005** : augmentation relative de **7,5 points** de cotisations patronales au-delà de 1 PASS versus < 1 PASS dont **7,5 points** (+7,5 // 0) liées aux cotisations de retraite complémentaire ;

► Au cours de ces trois périodes, les taux de cotisations patronales (au-dessus et au dessous du PASS) varient principalement (mais pas seulement) avec les réformes identifiées.

Employer SSCs

Employee SSCs

Reform 1: Uncapping of health care SSCs (1981 and 1984)

	Under SST	1 to 3 SST	Difference	Under SST	1 to 3 SST	Difference
1980	38.1	10.2	-28.0	12.8	8.1	-4.7
1984	39.0	19.7	-19.3	15.2	9.7	-5.5
Difference	0.9	9.5	8.7	2.4	1.6	-0.8

Reform 2: Uncapping of family SSCs (1989 and 1990)

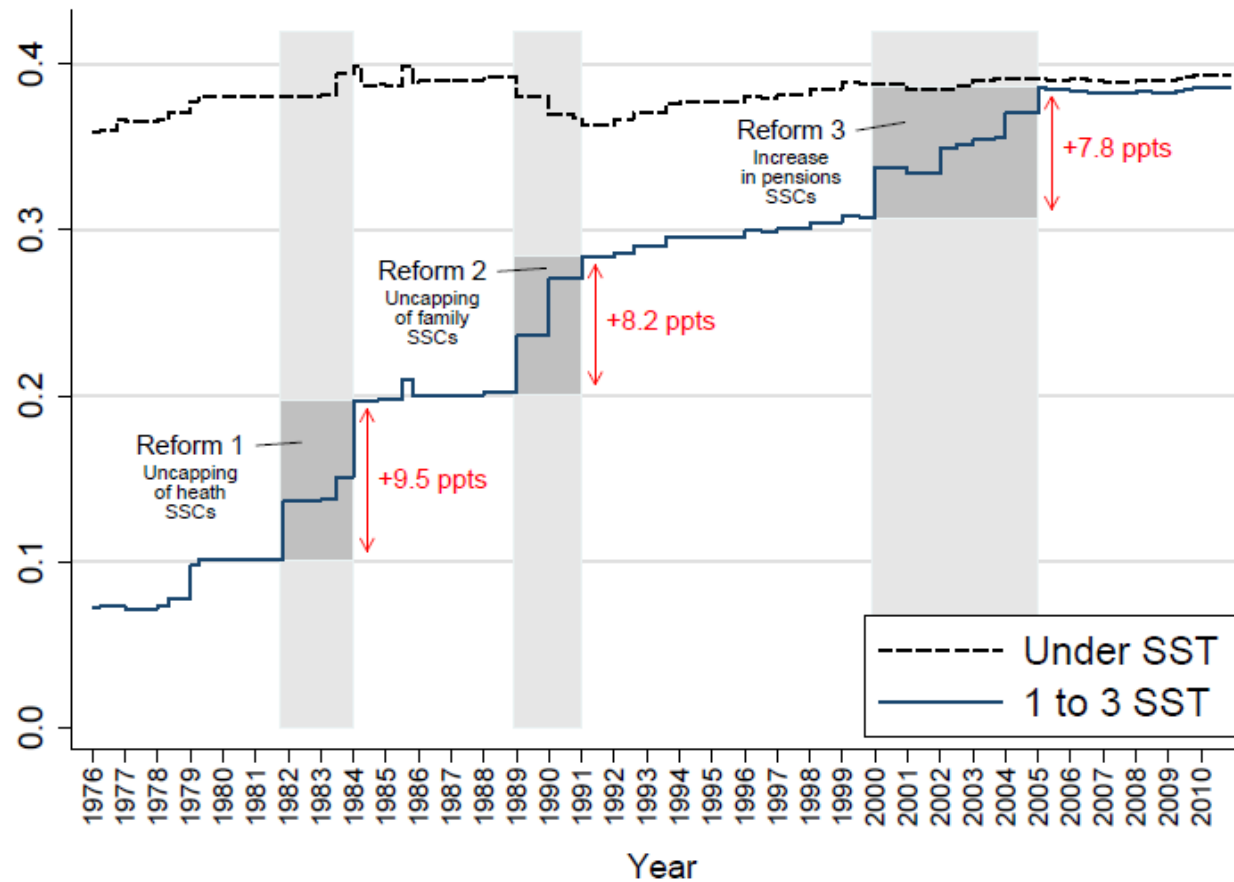
	Under SST	1 to 3 SST	Difference	Under SST	1 to 3 SST	Difference
1988	39.2	20.2	-19.0	17.0	10.9	-6.1
1991	36.3	28.4	-8.0	17.3	11.3	-6.0
Difference	-2.9	8.2	11.0	0.3	0.4	0.1

Reform 3: Increase in contributory pension SSCs – non-executives (2000–2005)

	Under SST	1 to 3 SST	Difference	Under SST	1 to 3 SST	Difference
1999	38.9	30.8	-8.1	13.4	7.5	-6.0
2005	39.1	38.5	-0.6	13.6	12.2	-1.5
Difference	0.2	7.7	7.5	0.2	4.7	4.5

Incidence of social security contributions

Figure 3: Marginal Employer SSC Rates, Non-Executives, 1976–2010



Sources: IPP Tax and Benefit Tables (April 2016) ; TAXIPP 0.4.

Incidence of social security contributions

► Principales différences entre les réformes :

- ◆ *Pas de lien direct avec les prestations pour les deux premières réformes vs lien tangible avec les droits pour la 3^{ième} ;*
- ◆ *Modalités différentes : décision gouvernementale vs paritarisme pour la 3^{ième} ;*

► Autres différences :

- ◆ *Stabilité (ou quasi stabilité) des cotisations employeurs pour le groupe de contrôle pour les 1^{ère} et 3^{ième} réforme versus baisse prononcée (-2,9 points) de ces cotisations pour la 2^{nde} ;*
- ◆ *Stabilité des cotisations salariées versus forte hausse relative (+4,5 point) dans le cas de la 3^{ième} réforme ;*
- ◆ *Contexte économique : forte inflation et dynamique salariale dans les années 1980 et début 1990s vs inflation modérée fin 1990s*

Incidence of social security contributions

- ▶ **Méthode** : comparaison de la trajectoire des salaires bruts et des coûts du travail, avant et plusieurs années après la réforme, entre:
 - ◆ *Entre groupe traité (entre 1 et 1,4 PSS) et groupe de contrôle (entre 0,9 et 1 PSS)*
 - ◆ *Estimation en double différence avec et sans effets fixe individuel : (i) effet de la réforme sur les taux de cotisation (ii) effet de la réforme sur salaires bruts et coût du travail*

- ▶ **Estimation en panel avec les DADS**
 - ◆ *Année de référence = année précédent la réforme*
 - ◆ *Champ = salariés non cadres qui travaillent à temps complet l'année de référence*

- ▶ **Plusieurs tests de robustesse**
 - ◆ *Placebo test pour voir s'il y a des dynamiques différentes (sur 1992-1999, seule période de relative stabilité des taux marginaux) ;*
 - ◆ *Différentes définitions du groupe de traitement*

Incidence of social security contributions

► Principaux résultats :

- ◆ *Les deux premières réformes se sont traduites principalement par une progression du coût du travail et a eu un impact modéré sur les salaires (sauf la 1^{ère} réforme) ;*
- ◆ *La troisième réforme a eu un impact significatif (défavorable) sur les salaires, signe que les employeurs ont répercuté la hausse de cotisation sur la rémunération des salariés ;*
- ◆ *Incidence sur les employeurs : réforme 2 >> réforme 1 >> réforme 3*
- ◆ *Ces résultats sont confortés par ce qu'on observe sur les marges intensives et extensives :*
 - *extensive : peu d'effet sur la probabilité d'entrer ou de sortir de l'emploi à temps complet (sauf effet légèrement positif sur la proba de sortir pour la 3^{ième} réforme);*
 - *Intensive : peu d'effet sur les heures travaillées (réforme 3 seulement)*

► Interprétation : incidence plus forte sur les salariés pour la 3^{ième} réforme car (i) appropriation plus forte par les salariés et (ii) gouvernance plus efficace

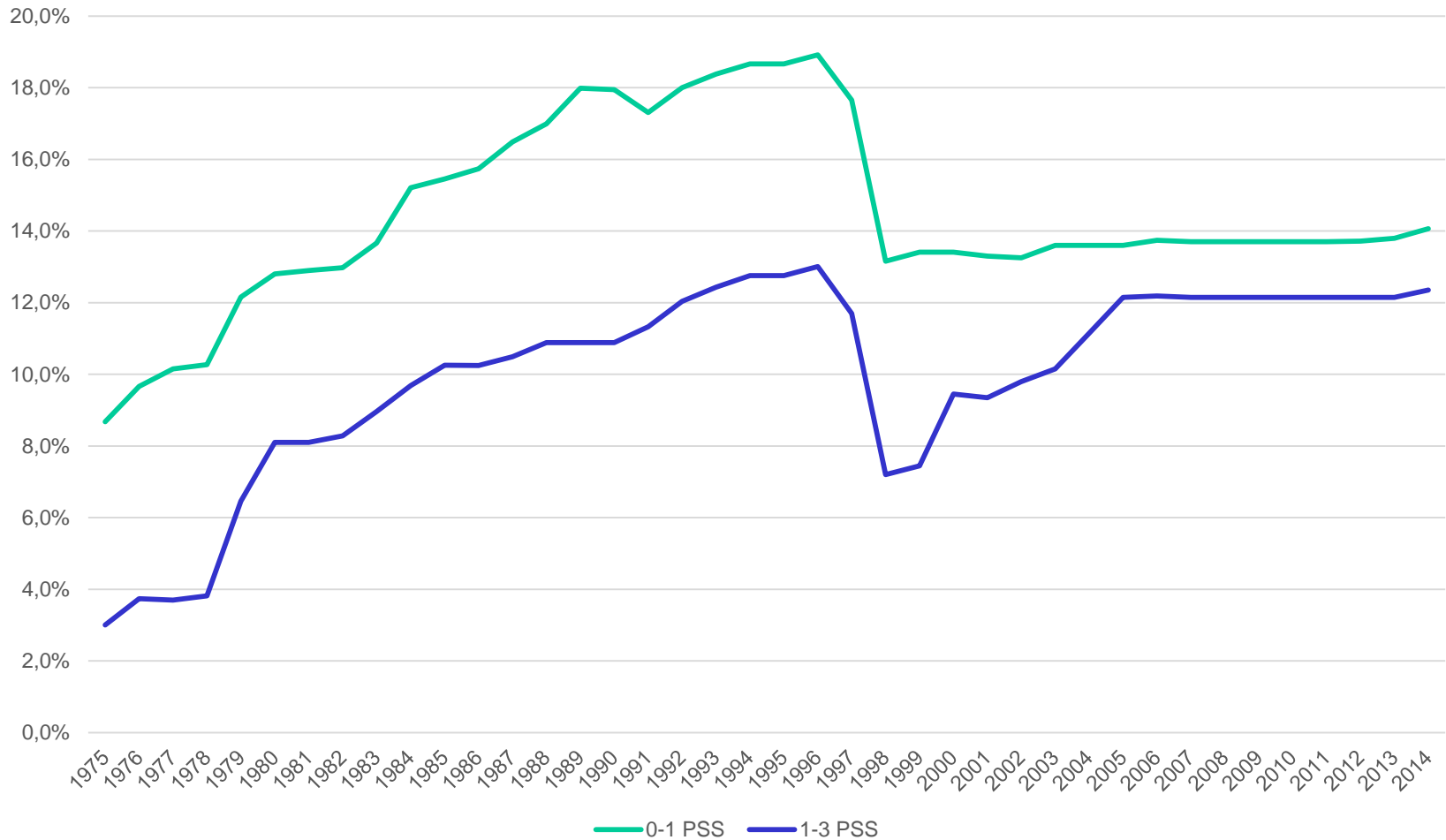
Incidence of social security contributions

► Quelques interrogations relatives à ces explications :

- ◆ *Réforme 3 = celle où les cotisations salariales augmentent le plus (+5 points). Pourquoi accepter en plus une baisse de salaire ?*
 - ◆ *Par ailleurs, la pression fiscale augmente dans le même temps sur les salariés : la CSG activité passe de 3,4 % à 7,5 % au 1^{er} janvier 1998*
 - ◆ *Pourquoi accepter une moindre progression des salaires bruts alors que la dynamique salariale est déjà fortement ralentie (par rapport aux années 1980 et 1990) ?*
- ⇒ *Autres pistes explicatives : le taux de chômage élevé, la mise en place des 35h ?*

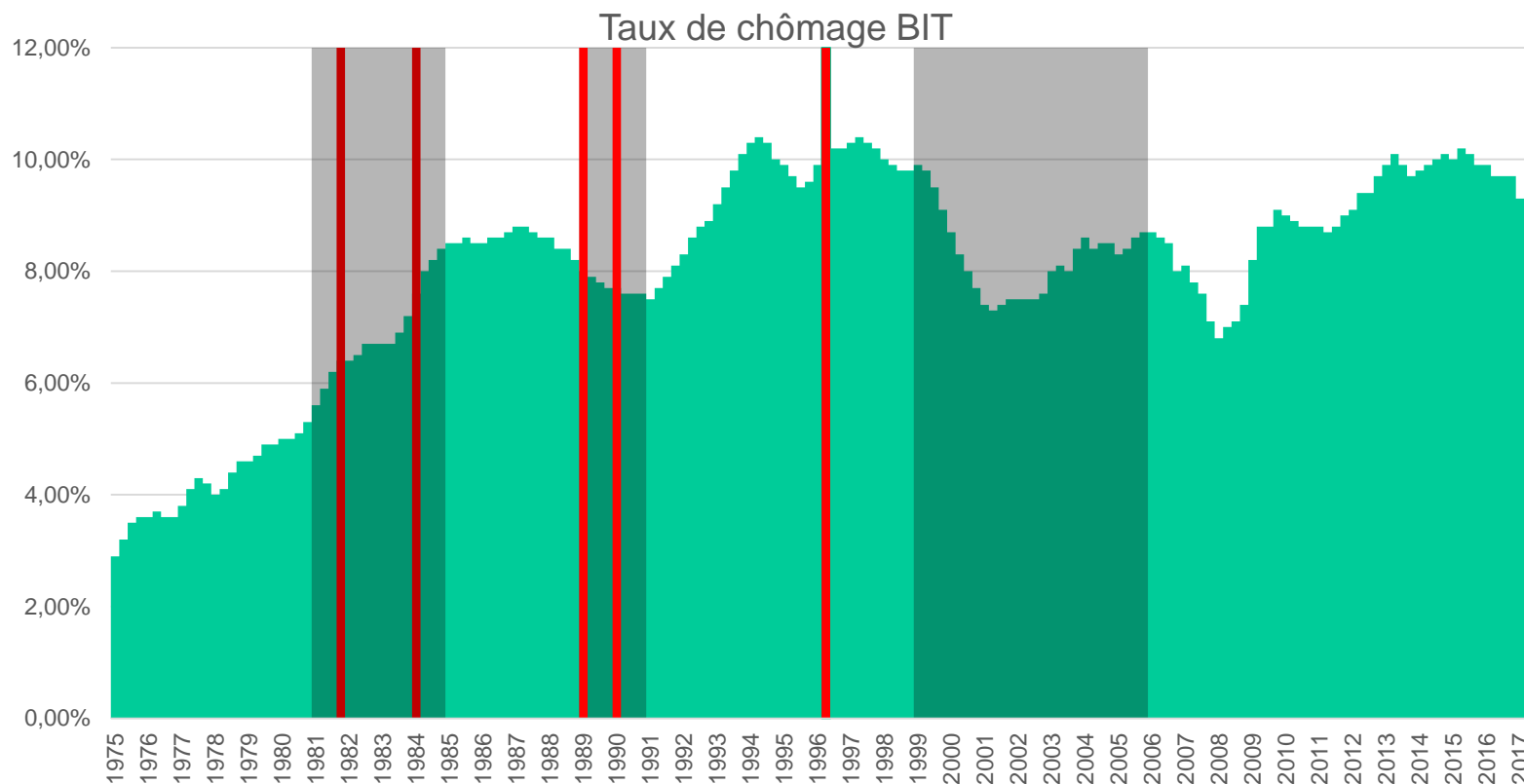
Incidence of social security contributions

Cotisations salariales non-cadres



Taux de chômage progresse fortement entre le début 1980 et les années 1990-2000

Le contexte de négociation des différents accords n'est pas le même...



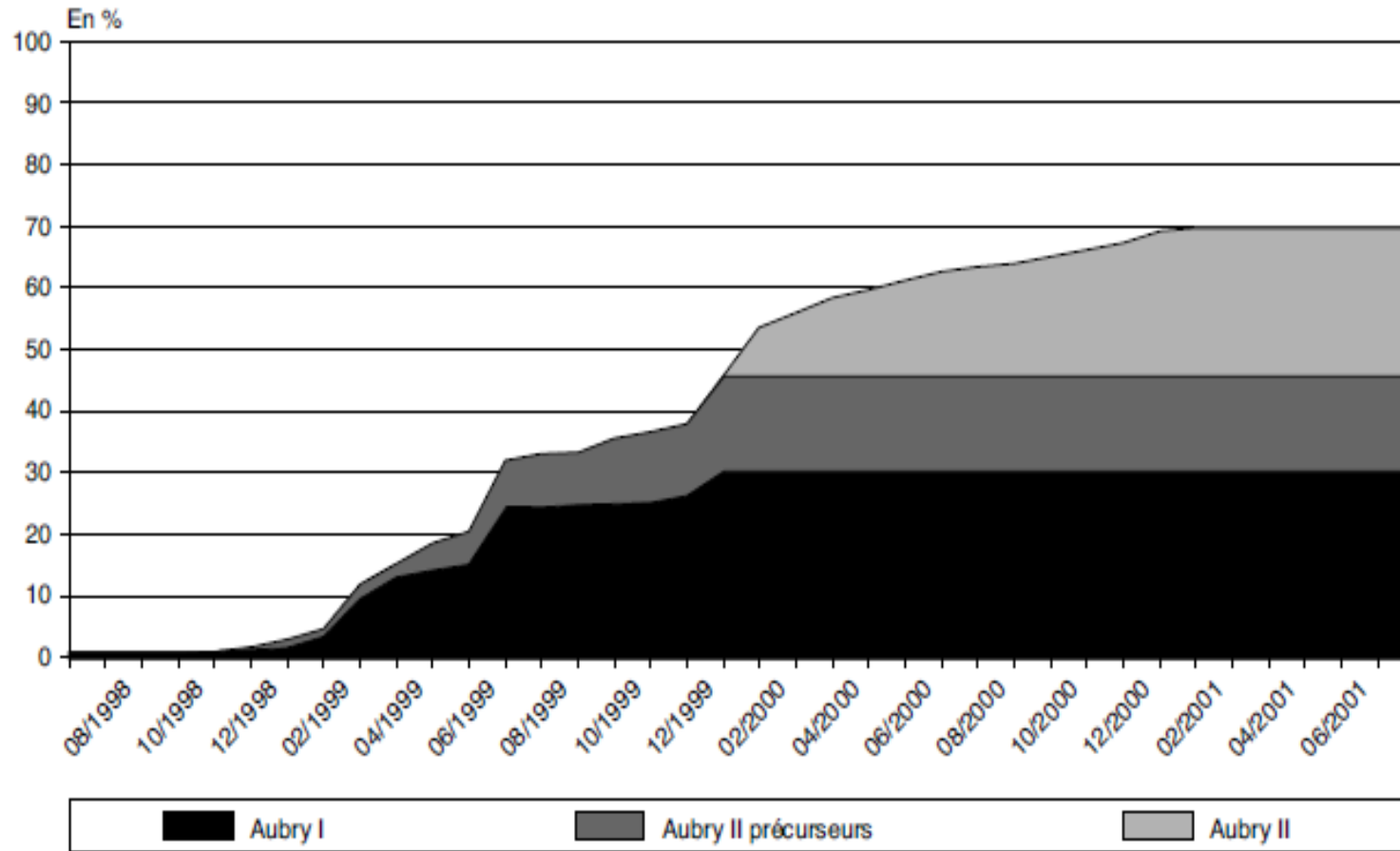
Incidence of social security contributions

► Phases de réduction du temps de travail :

- ◆ *Loi du 11 juin 1996 dite loi Robien : allègements de cotisation sociales en contrepartie de la baisse du temps de travail et d'une hausse de l'emploi (au moins 10% ou 15%). **Aides sous forme d'allègement de cotisations sociales de 40 % ou 50 % sur 7 ans pour tous les salariés concernés.***
- ◆ *Loi du 13 juin 1998 (Aubry I) : **aide forfaitaire sur 5 ans (de 9000 à 5000 Fr)** pour une baisse du temps de travail de 10% et création d'emplois de +6%. Avec possibilités de majoration des aides.*
- ◆ *Loi du 19 janvier 2000 (Aubry II) : **aide dégressive (de 3278 € à 610 €) jusqu'à 1,8 Smic**, conditionnée à un accord d'entreprises et respects de conditions.*
- ◆ *Ajout avec la loi du 15 décembre 1999 portant création d'une couverture maladie universelle et modifiant le code de la sécurité sociale : définit trois catégories de cadre **et exclut les non cadres des conventions de forfait.***

L'adoption des 35h se traduit par une baisse de la durée hebdomadaire de travail

Part des entreprises ayant signé un accord de RTT (par rapport au nombre total de salariés)



Incidence of social security contributions

► Quelques remarques par ailleurs

- ◆ *Similitude des dynamiques entre groupe de contrôle et groupe traité repose sur test placebo sur 1992-1999 : est ce suffisant ?*
- ◆ *L'aide forfaitaire accordée dans le cadre de Aubry induit des baisses de coût du travail plus importante pour le groupe de contrôle versus le groupe traité: est ce qu'on ne risque pas de confondre cet effet avec celui de la hausse de cotisation dans le cas de la réforme 3 ?*
- ◆ *L'incidence pour les employeurs est souvent supérieures à 100 % dans le cas de la réforme 2 : comment l'interpréter ?*
- ◆ *L'incidence pour les employeurs est forte dans le cas de la réforme 3 les premières années (proche de 150 % la première année) et baisse ensuite : comment l'interpréter ?*

Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014.

- ▶ Question posée : quelle incidence du cadre socio fiscal sur les incitations à l'emploi ?

- ▶ Méthode : simulation (Ines) des réactions du cadre socio fiscal à une variation du revenu (ici + 3%) pour en déduire le TMEP
 - ◆ *TMEP mesure la part de cette hausse de revenu capté par le cadre socio fiscal.*
 - ◆ *On reporte une hausse de revenu individuel à une variation du cadre socio fiscal relative au ménage*

- ▶ Champ : les individus percevant des revenus d'activité positifs en 2014, quelque soit la quotité de temps de travail

Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014.

- ▶ **Dispositifs pris en compte dans l'analyse :**
 - ◆ *Cotisations patronales et autres prélèvements assis sur la masse salariale, nettes des allègements, crédit d'impôt ;*
 - ◆ *Cotisations salariales et indépendants ;*
 - ◆ *Contributions sociales (CSG, CRDS, ...autres contributions sociales sur les revenus du capital) ;*
 - ◆ *Impôt sur le revenu, PPE ;*
 - ◆ *RSA, minima sociaux ;*
 - ◆ *Prestations familiales et allocations logements*

Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014.

► Principaux résultats :

- ◆ *Les TMEP sont élevés : 57 % avec les cotisations employeurs et 33 % sans ces cotisations, ils suivent une forme en tilde ;*
- ◆ *Les TMEP font apparaître des seuils très importants à certains niveaux de revenu ;*
- ◆ *Les TMEP varient considérablement d'un individu à l'autre et les facteurs sont très divers : niveau de revenu, situation d'emploi (temps de travail, employeur), composition du ménage, statut matrimonial, revenu des autres personnes du ménage, ;*
- ◆ *Les TMEP sont plus élevés pour les personnes seules que pour les couples (en particulier pour les parents de famille monoparentale). Pour les femmes, le fait d'être en couple est associé à des TMEP plus élevés ;*
- ◆ *Depuis 1998, les TMEP ont globalement tous été revus à la hausse, mais il y a moins de valeurs extrêmes.*

Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014

- ▶ Il peut y avoir de nombreuses exploitations de ce travail, par exemple :
 - ♦ *Examiner le lien entre les TMEP et l'offre de travail => estimer une élasticité de l'offre de travail au TMEP (et exploiter les composantes du TMEP) ;*
 - ♦ *Mieux comprendre les facteurs qui déterminent les TMEP => décomposer la variance des TMEP selon les différents facteurs explicatifs*
 - ♦ *Exploiter les résultats pour améliorer le cadre socio fiscal => repérer les valeurs extrêmes pour identifier les populations qui les subissent /dispositifs en sont à l'origine*

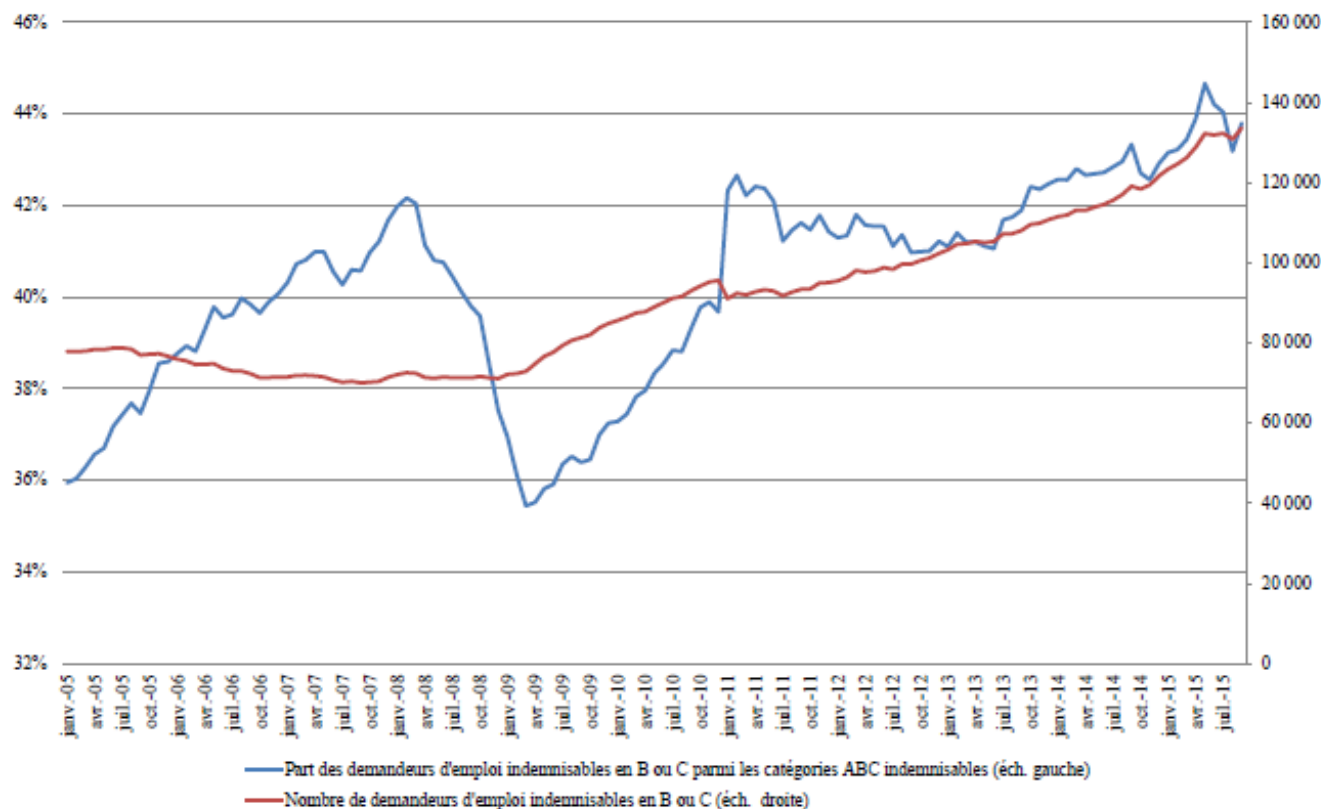
Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014

► Quelques questions :

- ◆ *Intégrer les allocations chômage ? la taxe d'habitation ?*
- ◆ *Ne pas intégrer les contributions sociales sur les revenus du capital ?*
- ◆ *Ne pas intégrer les cotisations patronales ?*
 - Comment comprendre la forte hausse des TMEP entre les graphes coût du travail/revenu?
 - Entre 1 et 1,6 Smic, les allègements généraux devraient contribuer à augmenter les TMEP : on observe plutôt une baisse.
- ◆ *Est-ce qu'il ne faudrait pas passer à un choc en valeur absolue ?*
- ◆ *Est-ce que c'est vraiment de la marge intensive ?*

Importance du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés en activité réduite

Graphique 1 : Evolution du nombre et de la part des demandeurs d'emploi en activité réduite parmi les catégories A, B, C indemnisables



Champ : demandeurs d'emploi indemnisables en catégories A, B, C ; France métropolitaine.

Source : Pôle emploi, fichier historique statistique (échantillon au 1/10e) et segment D3-2016 ; calculs Dares.

Les incitations monétaires au travail en France : une analyse sur la marge intensive entre 1998 et 2014

